

## Déclaration préalable de SUD Éducation 34 pour le CTSD de l'Hérault du 27 juin 2022

La séquence électorale qui s'achève voit le président Macron reconduit pour un second mandat, et l'entrée fracassante de l'extrême-droite à l'Assemblée Nationale. Autant dire que la casse des services publics va se poursuivre, au détriment des usagers et des fonctionnaires.

### **Macron II, ou la poursuite du New Public Management**

Un quinquennat différent, une autre manière de faire de la politique, Emmanuel Macron a même tenté de plagier le Conseil National de la Résistance en citant les jours heureux à la sortie du confinement en 2020, et en tentant d'instaurer un Conseil National de la Refondation en 2022...

En attendant, c'est bien une inutile réforme des retraites qui revient sur le tapis, ainsi qu'une énième réforme du travail pour culpabiliser les chômeurs-euses. L'inflation galope, le contexte international est très dégradé, les personnels de l'EN sont encore plus mal rémunéré-es, d'autant que ni le ministre de l'EN, ni celui de la FP ne semblent motivés à agir.

### **Conditions de travail**

En ce qui concerne les conditions de travail, nous venons de traverser un épisode caniculaire sans autre renfort qu'une fiche de recommandations...

Les contaminations au Covid repartent à la hausse, alors que le DUER ainsi que les fiches de prévention ne sont toujours pas à jour... Représentant départemental de l'Education Nationale, **vous êtes dans l'illégalité depuis fort longtemps**. Le département de l'Hérault est en cela un fidèle reflet de l'État, qui ne s'applique jamais les règles qu'il édicte pour les (autres) employeurs.

Le personnel qui œuvre sous votre direction ne vous remercie pas pour ce manque de respect de vos obligations relatives à la santé.

### **Entrée dans le métier**

La réforme de la formation et des concours sera entièrement appliquée à la rentrée 2022. Compte tenu des débuts catastrophiques d'application de cette réforme lors de cette année scolaire 2021-2022, nous exprimons de vives inquiétudes quant à cette rentrée.

Alors que la charge de travail des fonctionnaires stagiaires à mi-temps était déjà énorme, nous ne pouvons que craindre qu'elle s'en trouve encore alourdie pour les fonctionnaires à plein temps et n'aboutisse à de nombreux burn-out, démissions...

Nous sommes également inquiets concernant les futures conditions de travail et d'études des contractuels alternant-e-s étant donné qu'ils devront jongler entre la préparation du concours, le mémoire et les cours en responsabilité.

Nous rappelons notre opposition ferme à cette réforme qui dégrade encore davantage les conditions d'entrée dans le métier, creuse les inégalités entre étudiant-e-s et ce faisant rend le master MEEF donc le métier d'enseignant de moins en moins attractif.

### **Privatisation et précarisation de tous**

**Visiblement le nouveau ministre comme l'ancien n'estiment pas que les fonctionnaires sont nécessaires à un service public de qualité :**

- de nombreux postes de PE seront non pourvus ou occupés par des contractuel-les à la rentrée 2022
- les étudiant-es servent de main d'oeuvre précaire pour donner l'illusion qu'il ne manque pas tant de personnel enseignant, compromettant ainsi la qualité de leurs études
- les AESH ne fournissent visiblement pas un travail assez essentiel à la Nation pour qu'on leur propose un véritable statut, une titularisation, un salaire à la hauteur de leur mission et de leur investissement...

**Bref, dans le monde merveilleux du « jour d'après » de l'exécutif, nous ne voyons que la précarisation accrue pour toutes et tous, la casse des services publics, et le creusement des inégalités.**

**Comme avant.**

Celles et ceux qui décident **ne sont toujours pas** celles et ceux qui subissent. Et ces derniers-ères commencent à s'agacer des trop nombreuses injustices, des trop nombreux affronts qui leur sont faits.